Entretien avec Roy Jenkins dans Vision (septembre 1977)

Légende: L'actualité communautaire de 1977 vue par un président de la Commission. Lors d'un entretien réalisé par le magazine Vision, Roy Jenkins aborde plusieurs sujets, entre autres la politique extérieure, la question de l'élargissement de la Communauté, la PAC, les élections du Parlement au suffrage universel.

Source: Vision. Le magazine économique européen. Septembre 1977, n° 82. Genève: SEPEG. "Des espérances pour la Communauté", auteur:Lorsignol, Olivier; Winter, Lorenz , p. 43-47.

Copyright: (c) SEPEG

URL:
http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_roy_jenkins_dans_vision_septembre_1977-fr-c38af8b6-16cb-4f07-8860-22068a538ef3.html

Date de dernière mise à jour: 09/09/2016

Des espérances pour la Communauté

[…]

Vision: La CEE a marqué quelques points importants sur la scène internationale: l'Union soviétique l'a reconnue à l'occasion des négociations sur la pêche; les Neuf se sont mis d'accord sur une représentation commune à la Conférence de Paris sur les problèmes Nord-Sud; ils ont également adopté une position indépendante sur le Moyen-Orient et en particulier la question palestinienne. Cette influence politique extérieure doit-elle et peut-elle être augmentée au cours des prochaines années?

Jenkins: Vous résumez fort bien les succès obtenus sur le plan extérieur. On pourrait y ajouter quelques autres faits. Par exemple notre position auprès des pays de l'accord de Lomé. La Communauté a aussi une position très forte vis-à-vis de l'Amérique et de la Chine.

Mais ce qui me préoccupe est un certain déséquilibre entre la forte présence extérieure de la Communauté et son manque de cohésion interne. Ce serait un étrange et fâcheux paradoxe que les pays étrangers à la Communauté nous prennent plus au sérieux que nous ne le faisons nous-même. Or il y a bel et bien un risque dans ce sens.

Vision: Comment une politique extérieure commune peut-elle s'exprimer? La CEE peut-elle parler «d'une seule voix» à Washington au sujet de l'uranium, à Belgrade au sujet des droits de l'homme? Peut-elle faire sentir son influence en Afrique? Comment exclure une dispersion totale des politiques étrangères, comme elle s'est produite lorsqu'a éclaté la crise pétrolière?

Jenkins: Notre influence en Afrique est déjà très forte. Ce n'est pas une influence dominatrice ou paternaliste, et sans aucun doute la Convention de Lomé fonctionne extrêmement bien. C'est un grand succès de la précédente Commission et la nôtre en recueille les fruits.

Quant à nos conversations avec Washington, elles reposent sur le souci commun d'éviter la prolifération des armes nucléaires et les dangers possibles du cycle du plutonium. Il ne fait par ailleurs aucun doute que la Communauté a amené les Américains à comprendre beaucoup mieux pourquoi nos difficultés sont différentes des leurs.

La Conférence de Paris sur la coopération économique internationale (dialogue Nord-Sud) a été un très bon exemple d'une politique étrangère commune à l'intérieur de la Communauté. Elle s'est déroulée beaucoup mieux qu'on ne l'a pensé immédiatement après. Elle a évité les dangers de la rupture, de l'affrontement. Ceci a été en soi un succès considérable et m'a été très fortement confirmé récemment par l'ambassadeur d'un important pays du tiers-monde. Il m'a déclaré que ce résultat est dû dans une large mesure à la position commune de la Communauté et au rôle dirigeant de celle-ci au sein du groupe des huit pays industrialisés.

Autre cas dans lequel je pense qu'il y aura – et qu'il doit y avoir – position commune de la Communauté: c'est l'affaire extrêmement importante du Tokyo Round. Il y a compétence évidente de la Communauté dans les négociations commerciales multilatérales et la CEE doit donc y agir comme un tout.

Vision: Et l'adhésion de trois pays d'Europe du Sud à la Communauté? Cette adhésion, lente et difficile, ne peut-elle affaiblir la CEE?

Jenkins: Au contraire, notre Communauté serait affaiblie, si elle semblait incapable de répondre aux espoirs des pays qui souhaitent la rejoindre. Elle doit de toute façon affronter certaines difficultés internes dans un proche avenir. Je retournerai donc l'argument au sujet des nouvelles candidatures: le processus d'élargissement nous forcera – ou nous aidera – à surmonter ces difficultés internes.

Vision: Le lobby agricole de la CEE, tout en ne s'opposant formellement pas à l'adhésion de ces pays, est déjà parti en guerre. La PAC semble signifier une chose différente pour chacun des intéressés.

Jenkins: Il est vrai que le budget de la Communauté est déjà déséquilibré du côté de l'agriculture; en outre la politique agricole commune (PAC) a été trop orientée jusqu'à présent vers les agricultures du Nord. L'agriculture méditerranéenne a été négligée et c'est un des problèmes auxquels l'élargissement nous obligera à faire face. La PAC doit être rendue tolérable aussi pour la partie méridionale de la Communauté et nous pouvons y parvenir sans répéter certaines des erreurs commises dans le passé dans ce domaine.

Vision: Pour rendre la PAC tolérable, faudra-t-il la réformer ou la réinventer totalement?

Jenkins: La PAC a besoin de réforme; mais pour y parvenir, il faut l'accepter comme faisant partie du ciment fondamental de la Communauté. Il ne faut pas essayer de la détruire, comme on le suggère parfois en Grande-Bretagne. Il serait trop difficile d'en construire une autre. A moins de partir de ce qui existe, on ne pourra corriger les abus passés et présents.

Vision: Les Pays-Bas ont récemment renouvelés leur suggestion d'inclure expressément dans les règles de la Communauté le principe qu'elle s'adresse uniquement aux démocraties. Pensez-vous que cette suggestion est intéressante?

Jenkins: Je ne vois absolument aucun inconvénient à dire cela expressément. Officieusement, cela a été de toute façon la règle que la démocratie est un préalable essentiel à l'adhésion. Mais je suis sceptique à l'idée de tout système de surveillance qui essaierait de décider si un pays est plus ou moins démocratique, en prenant en quelque sorte sa température politique.

Vision: Vous avez fréquemment déclaré que l'élargissement de la Communauté est la tâche politique que vous aimeriez voir réaliser en priorité pendant votre mandat – et par tous les moyens. Cela inclut-il votre démission si vous ne réussissiez pas?

Jenkins: J'ai dit que l'élargissement est une tâche *majeure*; je n'ai jamais dit que c'est la seule. Je dis qu'elle est la majeure, parce que c'est une façon de renforcer la Communauté. Et c'est ce renforcement – j'y insiste bien – qui est réellement la priorité absolue.

Vision: Pensez-vous que le Parlement européen sera élu – au suffrage universel – en temps voulu?

Jenkins: Oui, j'espère que cela se fera à temps, c'est-à-dire vers la fin du printemps 1978. En tout cas, je suis sûr que les élections auront lieu effectivement dans le courant de l'année prochaine.

Vision: Pensez-vous qu'un Parlement européen vraiment représentatif et comprenant des personnalités politiques importantes influencera politiquement la future action de la Commission?

Jenkins: Tout d'abord, les membres de la Commission continueront à être nommés par les gouvernements des Etats membres. Nulle part dans le monde, à l'exception je pense de l'Australie, un Parlement ne désigne le pouvoir exécutif. Ce qui est possible pour la CEE, comme Léo Tindemans l'a suggéré dans son rapport bien connu, c'est que la Commission, une fois désignée, sollicite un vote de confiance du Parlement européen. C'est une bonne chose et c'est ce qui se passe dans toutes les démocraties parlementaires.

En outre, je dirai que la Commission est déjà un organisme aux motivations politiques. Peut-être ne sommes-nous pas tous des hommes politiques au sens ordinaire de ce mot; Walter Hallstein ou Jean Monnet, pour ne citer que ces deux là, ne l'étaient pas non plus. Mais ce qu'ils ont fait avait un sens politique, sans aucun doute.

Vision: L'idée qu'un tel Parlement puisse aussi contraindre la Commission à se retirer, en refusant de lui accorder sa confiance vous choque-t-elle politiquement?

Jenkins: Non. D'ailleurs le parlement actuel a le pouvoir de le faire bien qu'il n'ait jamais osé ou voulu se servir de ce pouvoir. Tous les parlements sont en droit de refuser leur confiance, bien que certainement, je n'aimerais pas que, personnellement, cela m'arrive.

Vision: Si tout se passe bien, souhaiterez-vous accomplir un autre mandat de Président de la Commission?

Jenkins: Vraiment, je pense qu'on ne peut pas regarder si loin. Il est plus important d'effectuer correctement le travail actuel que de se livrer à ce genre de spéculation.